

# PLAN GENERAL DE COORDINATION

**Opération :** Réhabilitation de la Cité universitaire Beaune-Bourgogne

**Client :** CROUS BFC  
**Adresse des travaux :** 37 Rue Recteur Marcel Bouchard  
21000 DIJON

**Aff. N° :** C-DJCS-2024-30-210143  
**Opération de catégorie :** Niveau 1

**CSPS :** Olivier ABRANTES  
**Mail :** [olivier.abrantes@btp-consultants.fr](mailto:olivier.abrantes@btp-consultants.fr)  
**Mobile :** +33686551009

**Agence :** Agence Ile-de-France Nord  
202 quai de Clichy  
92110 CLICHY  
**Fixe :** +33142708687

**Initié le :** 13/03/2025  
**Date de mise à jour :** 20/03/2025



Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	13/03/2025		Olivier ABRANTES	Conception
1	20/03/2025	Mise a jour des coordonnées	Olivier ABRANTES	Conception
2	20/03/2025	Mise a jour des coordonnées	Olivier ABRANTES	Conception

**Sommaire**

<b>Renseignements administratif</b>	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Coordonnées des intervenants	4
<b>Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS</b>	5
1. Particularités de l'opération	5
2. Polluants	6
3. PIC	9
4. Réseaux	11
5. Installations de chantier	15
6. Circulations piétons et véhicules	19
7. Stockage	25
8. Évacuation des déchets et matériaux	26
9. Manutention, appro et levage	26
10. Échafaudages	27
11. Protections Collectives	29
12. Spécificités complémentaires	31
13. Secours	34
<b>Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent</b>	36
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	36
2. Modalités d'interventions	36
3. VIC - P.P.S.P.S.	37
4. Accueil sur site et formation	37
5. Modalités de coopération	37
6. Enchaînement des tâches	38
7. Travaux superposés	38
8. Visite et courrier des Organismes	38
9. Non-respect du Code du Travail	38
<b>Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)</b>	39
<b>CISSCT</b>	40
<b>Règlement</b>	41

## Renseignements d'ordre administratif

### 1. Description sommaire de l'opération

La cité Beaune-Bourgogne se situe au nord du campus Montmuzard, et est située au 37 rue Recteur Marcel Bouchard à Dijon (21).

Le site se compose de 2 résidences de logements étudiants :

- Résidence Beaune : Bâtiment en R+4 avec un sous-sol, d'une surface HO d'environ 5200m<sup>2</sup>
- Résidence Bourgogne : Bâtiment en R+2 sur vide-sanitaire, d'une surface HO d'environ 900m<sup>2</sup>

Et comporte en outre :

- Une salle événementielle LA ROTONDE
- Deux logements de fonction

Les travaux consistent en la réalisation complète, tout corps d'état, des travaux de Désamiantage-Curage, des travaux de restructuration, des aménagements projetés et des travaux d'aménagements extérieurs jusqu'en limite définie au présent projet.

Les travaux de réhabilitation se dérouleront en site non occupé pour tous les bâtiments hormis les deux logements de fonctions qui seront toujours utilisés.

La répartition des lots est la suivante :

- Lot n°01 Désamiantage - Curage
- Lot n°02 Déconstruction et restructuration :
  - o Chapitre 01 Démolition
  - o Chapitre 02 Terrassements - Fondations - Gros-Œuvre
  - o Chapitre 03 VRD - Aménagements extérieurs
- Lot n°03 Etanchéité
- Lot n°04 Menuiseries extérieures PVC - Occultations
- Lot n°05 Serrurerie - Menuiseries Aluminium
- Lot n°06 Traitements de façade – Structure bois
- Lot n°07 Finitions intérieures :
  - o Chapitre 01 Cloisons – Doublages – Faux plafonds
  - o Chapitre 02 Menuiseries intérieures
  - o Chapitre 03 Peinture – Nettoyage
  - o Chapitre 04 Chapes – Sols durs – Faïences
  - o Chapitre 05 Sols souples
  - o Chapitre 06 Signalétiques
- Lot n°08 Mobilier
- Lot n°09 Plomberie – Chauffage - Ventilation
- Lot n°10 Electricité CFO/CFA
- Lot n°11 Ascenseur

### 2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 27 mois
- Démarrage prévisionnel : 4eme Trimestre 2025
- Effectif prévisionnel : 50

### 3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie 1

## 5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	CROUS BFC	11, rue Edgard Faure 21000 - DIJON	ACHAT 21	achats@crous-bfc.fr
Maitre d'Ouvrage	CROUS BFC	11, rue Edgard Faure 21000 - DIJON	Thierry FERBER	thierry.ferber@crous-bfc.fr
Assistante Maitre d'ouvrage	SEMCODA	-	Xavier D AZAMBUJA	+33685454224 xavier.dazambuja@semcoda.com
Maitre d'Œuvre	ABPMCR	-	Elsa PEREIRA	+33684140609 elsa.pereira@abpmcr.com
Maitre d'Œuvre	ABPMCR	-	Alexandre GOVOROFF	+33682672343 alexandre.govoroff@abpmcr.com
Qualité	Organismes	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Conseiller en prévention	OPPBTP	6 Rue Saint-John Perse 21000 - Dijon		iledefrance@oppbtp.fr
Contrôleur du travail	CARSAT BFC	46 Rue Elsa Triolet, 21000 - Dijon		documentation.prevention@carsat-bfc.fr
Inspecteur du travail	DDETS	rue Gambetta 60100 - CREIL		ddets-uc2@cote-dor.gouv.fr



## Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

La synthèse d'organisation de chantier (SOC) intègre une réflexion de détermination des moyens communs et d'analyse des besoins, comprenant les SCALP, METAH et MESA :

- SCALP : Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraison à Pied d'œuvre
- METAH : Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur
- MESA : Mise En Service des Ascenseurs définitifs en phase chantier

### 1. Particularités de l'opération

#### Contraintes spécifiques

Interdictions : à préciser en phase préparation par l'Entrepreneur du 02

Servitudes : à préciser en phase préparation par l'Entrepreneur du 02

Contraintes techniques : à préciser en phase préparation par l'Entrepreneur du 02

#### Autorisations administratives

Occupation du domaine public / Modification de la circulation piétonne autour de l'emprise / Modification de la circulation et du stationnement des véhicules autour de l'emprise / Raccordement aux réseaux publics :

L'Entrepreneur du lot 02 se mettra en rapport avec tous les services concessionnaires et les services techniques de la Ville concernée, afin d'obtenir les autorisations et les renseignements utiles pour l'installation et l'exécution des travaux.

L'Entrepreneur du lot 02 devra se procurer et remplir les formulaires nécessaires, et les remettre aux services intéressés.

Installation de grue et de survol : à confirmer pendant la phase de préparation.

#### Interactions sur le site

##### Particularités :

Parties occupées : à préciser

##### Généralités :

Le chantier se déroulera en site occupé.

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'établissement lors de l'inspection commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installations électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations et parties communes.

Afin d'éviter toute intrusion, les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes empruntées seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Chef d'établissement.

## 2. Polluants

### Amiante

#### Particularités :

Diagnostic à transmettre

Les entrepreneurs devront impérativement avant intervention prendre connaissance des diagnostics amiante réalisés communiqués par le Maître d'Ouvrage, au moment de l'A.O, et demander à celui-ci tous les rapports complémentaires pour la bonne réalisation de ses travaux, et ce, dans le premier mois de l'Ordre de service.

Il est rappelé que les bâtiments seront entièrement désamiantés et curés (Lot 01) avant intervention des autres corps d'état.

L'ensemble des diagnostics amiante réalisés au moment du lancement de la consultation sont joints à l'appel d'offre. Les entreprises devront en prendre connaissance et intégrer à leurs offres de prix l'ensemble des dispositions permettant la réalisation de leurs travaux conformément aux normes et réglementations en vigueur en matière de sécurité.

Il est porté à la connaissance des entreprises le fait que toute demande de diagnostics complémentaires jugé nécessaire à la réalisation de leurs travaux et interventions devra être formulée dans le cadre de leur réponse à l'appel d'offre.

L'ensemble des diagnostics et prélèvements nécessaires à la réalisation des travaux sera diligenté et réalisé par la maîtrise d'ouvrage.

#### Généralités :

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans les bâtiments, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux, y compris curage dans les volumes concernés, au moyen d'une étiquette adhésive réalisée sur le modèle ci-contre ou au moyen d'un marquage à la bombe de peinture avec identification par le symbole (A).

L'entreprise en charge des travaux devra assurer le remplacement, autant que nécessaire, de ces étiquettes, en cas de décollement ou de disparition, et la mise à jour du marquage et de l'identification à l'avancement des travaux de curage.

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de retrait qui détaillera, niveau par niveau, les installations de chantier.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.

Cette installation sera secourue; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux implantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

Dans le cas où des personnels autres que ceux de l'entreprise en charge des travaux seraient amenés à intervenir ou circuler à proximité de ces déprimogènes, l'entreprise en charge des travaux devrait prévoir la mise en œuvre de bâches ou de cloisons acoustiques, abaissant le niveau de bruit à moins de 75 db mesurés à 1m de l'appareil.

Les analyses environnementales type META seront réalisées par l'entreprise en charge des travaux, sur la base de relevés quotidiens, aux emplacements définis par la stratégie d'échantillonnage réalisée par le laboratoire de l'entreprise. Cette stratégie d'échantillonnage, qui est intégrée au PRC, sera soumise à avis de la maîtrise d'œuvre.

Les mesures de restitution 1 (mesures de « fin de chantier amiante ») seront établies par l'entreprise en charge des travaux.

Une mesure de restitution après déconfinement sera réalisée par le Maître d'Ouvrage, avant poursuite des travaux.

Les mesures de restitution 2, avant restitution des locaux aux occupants, sont à la charge du Maître d'Ouvrage, en application du Code de la Santé Publique.

Les contrôles visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Œuvre au moins 15 jours avant intervention du contrôleur visuel.

## Plomb

**Particularités :**

Diagnostic a transmettre

L'ensemble des diagnostics plomb réalisés au moment du lancement de la consultation sont joints à l'appel d'offre. Les entreprises devront en prendre connaissance et intégrer à leurs offres de prix l'ensemble des dispositions permettant la réalisation de leurs travaux conformément aux normes et réglementations en vigueur en matière de sécurité.

Il est porté à la connaissance des entreprises le fait que toute demande de diagnostics complémentaires jugé nécessaire à la réalisation de leurs travaux et interventions devra être formulée dans le cadre de leur réponse à l'appel d'offre.

L'ensemble des diagnostics et prélèvements nécessaires à la réalisation des travaux sera diligenté et réalisé par la maîtrise d'ouvrage.

**Généralités :**

Tous les matériaux revêtus de peinture au plomb présents dans le bâtiment seront repérés par la pose d'étiquettes adhésives indiquant la présence de plomb.

Elles seront remplacées, autant que nécessaire, en cas de décollement ou disparition.

Les peintures mises à jour après démolition de contre-cloisons, habillages, etc., seront également repérées.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols avant travaux seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Un test sera réalisé dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols après travaux d'enlèvement des peintures et poussières contenant du plomb, seront à la charge de l'entreprise ayant effectué les travaux.

Le nettoyage des zones confinées par aspirateurs à filtration absolue, après opérations de déplombage, sera à la charge de l'entreprise en charge des travaux. Il en sera de même pour tous les matériels et équipements situés dans les zones confinées.

Les travaux ne seront considérés comme étant achevés que lorsque la concentration en plomb dans les poussières relevées aux sols sera inférieure à 1000 microgrammes par m2, dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Préalablement à toute intervention, l'entreprise en charge des travaux évaluera les risques liés aux activités impliquant les peintures contenant du plomb, puis établira une méthodologie détaillant son mode opératoire et les mesures de prévention associées, pour l'enlèvement des peintures contenant du plomb / la déconstruction des éléments revêtus de peintures contenant du plomb / la démolition des constructions.

Cette méthodologie sera conforme aux dispositions de l'ED 6374, édition 2020, et sera détaillée dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise, qui devra être transmis à l'Inspecteur du Travail ainsi qu'aux services prévention de la CRAM et de l'OPPBTP.

Chaque entreprise en charge des travaux sur les peintures contenant du plomb vérifiera, à proximité des confinements et de la sortie de sas, par des campagnes d'analyse de l'air, qu'elle n'expose pas les intervenants et les tiers à un risque CMR.

Les chantiers tests, avec mise en place de confinements, sas, pédiluves, etc....ainsi que les prélèvements d'air sur opérateur (mesure de la VLEP, mesure de la VME), seront à la charge de l'entreprise attributaire des travaux.

L'entreprise en charge des travaux devra fournir notamment :

- Le détail de mise en œuvre des plaques de BA 10/13 (préparation des supports) des zones à encoffrer ;
- Le confinement total des zones à traiter (plan de confinement à établir pour chaque zone concernée). Ce confinement sera constitué de plaques de CP ou BA 13 jointives et étanches à l'air ;
- La protection des sols, et notamment des planchers bois ;
- La mise en œuvre de déprimogènes...
- L'installation des sas à 3 compartiments, vestiaires doubles, douches, pédiluves, poubelles, etc. ;
- La mise en œuvre des EPI adaptés (ventilation assistée obligatoire, combinaisons intégrales, bottes) ;
- La mise en big-bags à fermeture étanche ;
- L'évacuation en décharge de classe appropriée ;
- La récupération des eaux de lavage chargée en poussières de plomb.

L'enlèvement des peintures au plomb (parois murales, menuiseries et châssis maintenus en place, ouvrants conservés) sera réalisé par un décapant du type BIOSMART de chez PROTECORE (ou équivalent).

L'entreprise en charge des travaux veillera à ce que :

- Les personnels affectés aux opérations les exposant aux poussières issues de peinture au plomb aient reçus une formation à la sécurité adaptée à ce type de travaux. Cette formation aura été validée par une attestation, qui sera tenue à disposition des



organismes de prévention et de contrôle ;

- Les personnels soient suivis médicalement (prise de sang notamment), avant et après intervention.

Les tests de lixiviation seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

### 3. PIC

## Plans d'installation de chantier

### Particularités :

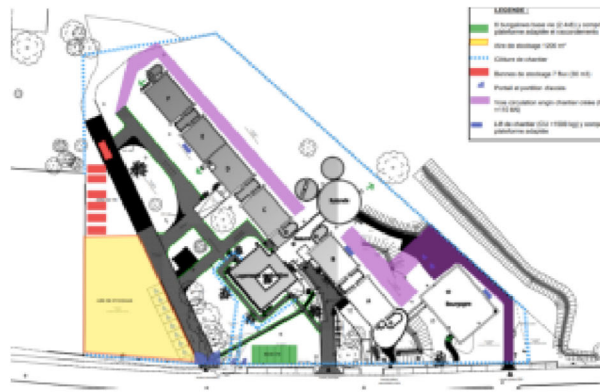
Le plan d'aménagement de la base vie est produit par l'Entrepreneur du lot 02 et joint à son plan d'installation.

L'Entrepreneur du lot 02 devra présenter le montage le plus judicieux de la base vie afin de présenter le chiffrage le plus optimisé. L'Entrepreneur du lot 02 pourra étudier le phasage de la réalisation de la base vie en fonction de la courbe prévisionnelle d'effectifs.

Ces plans seront établis par l'Entrepreneur du lot 02, sur la base du projet d'installation de chantier PIC joint au dossier de consultation, pendant la période de préparation des travaux, en accord avec tous les corps d'état et présentés au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS, au pilote et aux services compétents, pour approbation.

L'Entrepreneur du lot 02 devra à minima établir le

- PIC Phase superstructure/ façade et CET
- PIC phase TCE
- PIC intégrant les différentes dates de libération des pieds de façade et précisant les organisations dans ces phases de libération
- PIC de fin de travaux décrivant les accès limités aux zones condamnées en phase OPR



## Généralités :

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (désamiantage/démolition – terrassement – à l'arrivée des engins de levage – au départ des engins de levage, etc...) :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneautage, feux tricolores, etc. et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'aire de nettoyage des roues de véhicules ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des zones de préfabrication éventuelles ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des ascenseurs de chantier, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des recettes ;

- L'implantation des échafaudages de pied.

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.



## 4. Réseaux

### DICT

#### Particularités :

A la charge de L'Entrepreneur du lot 02.

Contraintes issues des documents reçus : à préciser à réception des DICT

#### Particularités :

Conformément au chapitre IV, du titre V du livre V du Code de l'Environnement ainsi qu'aux Articles 554-1 et 554-2 modifiés par décrets n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 "Déclaration de projet de Travaux / Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux", le maître d'ouvrage ou son délégué est tenu avant tous travaux d'adresser la Déclaration de Projet de Travaux (DT) aux diverses administrations ou établissements (France Télécom, GDF, EDF, Service des Eaux...) suivant le modèle mis au point par l'administration (CERFA n° 14434\*01).

La Déclaration donnera très précisément la localisation et le périmètre de l'emprise des travaux, leur nature et les modes opératoires prévus.

L'Entrepreneur du lot 02 devra prévoir un délai suffisant pour les demandes diverses adressées aux services concessionnaires tels que ENEDIS, CORIANCE, SUEZ, PTT, et autres fournisseurs, nécessaires à leurs travaux. Ces demandes concernent les DICT, les installations et raccordements provisoires de chantier, les demandes de confirmation sur la faisabilité des travaux sur les réseaux, les démarches et réceptions des installations définitives projetées.

L'Entrepreneur du lot 02 ne pourra en aucun cas justifier un quelconque retard dans leurs travaux du fait d'une DICT non transmise aux concessionnaires dans les délais impartis.

#### Généralités :

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

a) prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;

b) avant l'exécution des travaux :

- soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique,
- soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'INERIS
- soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.

c) prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation

d) prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;

e) ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant;

f) maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;

g) s'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;

h) prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux

(fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;

i) prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;

j) informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :

- de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;
- des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux ;

k) surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;

l) signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;

m) conserver sur le chantier :

- les récépissés de DICT
- le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour ;
- le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;

n) appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
- alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc.

### Consignations

#### Particularités :

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Réseaux consignés : en phase préparation

Chargé de consignation : en phase préparation

Réseaux actifs et repérés comme tels : en phase préparation

#### Généralités :

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

## Électricité de chantier de base

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Emplacement de l'armoire principale : à préciser pendant la phase préparation

**Généralités :**

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé de l'armoire au pied de chaque grue et des phares d'éclairage sur mât;
- Le branchement séparé des engins de levage ;
- Le branchement séparé des cantonnements, des bureaux de chantier et du bureau de trafic ;
- Le branchement du lecteur de badge contrôlant l'accès piéton au chantier
- L'éclairage de signalisation de la clôture de chantier ;
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier : aire de livraison, pistes pour véhicules de chantier, et blocs autonomes d'éclairage de secours (BAES) dans les circulations verticales et horizontales, à l'intérieur des bâtiments.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) / par une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011 (pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

## Électricité complémentaire

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Type de coffrets et répartition : à préciser pendant la phase préparation.

**Généralités :**

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, (compris désamiantage, chauffage en phase chantier notamment), ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés soigneusement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A. Prévoir une armoire par maison individuelle.
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier (accès aux bungalows et tous cheminements extérieurs) par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols, y compris sur échafaudages, sapines, cabines d'ascenseurs de chantier, etc...si nécessaire.
- L'établissement d'un plan des installations électriques de chantier pour chaque niveau, faisant figurer l'implantation des coffrets de chantier, l'implantation des luminaires, etc...avec leurs caractéristiques.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

## Installation existante

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Locaux ou équipements concernés : ascenseurs / monte-charges

**Généralités :**

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

Une vérification initiale devra également être réalisée sur l'alimentation électrique de l'ascenseur existant et maintenu en fonction, depuis l'armoire générale jusqu'au tableau électrique de l'ascenseur.



### Eau potable de chantier de base

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Emplacement de la vanne d'arrêt générale : à préciser par l'Entreprise en phase préparation.

L'Entrepreneur du lot 02 aura la charge de réaliser les branchements en eau pour les besoins de désamiantage et de déplombage.

De façon générale, la consignation, les protections et le marquage-piquetage des réseaux à maintenir en service sont à la charge du lot 02.

**Généralités :**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaires à la réalisation des travaux des lots terrassement et gros-œuvre, de l'aire de nettoyage des bennes et podiums, de la centrale à béton, ainsi que l'aire de nettoyage des roues de véhicules.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

### Eau potable complémentaire

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Emplacement des robinets de puisage : à préciser

**Généralités :**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable un point de puisage tous les 3 niveaux de chaque cage d'escalier, avec bac permettant le nettoyage des seaux et la récupération des déchets solides.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau.

### Téléphone de chantier

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Emplacement : à préciser en phase préparation.

**Généralités :**

Conformément à la recommandation de l'OPPBTP, les matériels mis en place dans le cadre de l'installation du bureau de chantier seront raccordés à une ligne de téléphonie fixe, permettant également le raccordement internet des terminaux. Prévoir à minima 2 RJ 45 et 3 PC en 220V par poste de travail.

Un téléphone portable en parfait état de marche (batterie chargée) sera en permanence tenu à disposition de tous les intervenants dans le bureau de chantier.

Un essai émission/réception permettra de vérifier la présence effective de réseau autour du bureau de chantier. Cet essai devra être consigné dans le registre de sécurité.

A défaut de réseau stable le Maître d'œuvre et le CSPS conviendront de la conduite à tenir, et en informeront l'ensemble des personnels sur site. Cette passation de consignes sera portée au CR de réunion de chantier ; chacun des personnels concernés devra émarger sur sa fiche d'accueil (ou toute autre support équivalent) de l'Entreprise.

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

## 5. Installations de chantier

### Clôtures de chantier

#### Particularités :

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

En limite de l'emprise : emplacements à préciser en phase préparation

A l'intérieur de l'emprise : emplacements à préciser en phase préparation

#### Généralités :

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- de la plateforme de protection des sols existants, hors limites de la parcelle, (béton/polyane, dalles caoutchouc à emboîtement, etc.), avec préservation de l'écoulement des eaux ;
- de GBA (séparation du trafic piétons et véhicules dans l'emprise comme hors emprise) ;
- de tunnels pour piétons ;
- de panneaux de signalisation routière ;
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- de portails, tourniquets et portillon d'accès ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

Les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments opaques (bardage, par exemple), conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, fixés sur ossatures assujetties aux sols, compris jambes de force.

L'entrepreneur du lot 02 devra la réalisation d'une clôture de chantier de 1,80m de haut minimum clôturant toutes les zones de travaux et comprenant :

- Poteaux d'ossature en bois scellés dans le sol par plots béton,
- Lisses intermédiaires fixées sur poteaux,
- Remplissage en tôle d'acier galvanisé peinte en blanc,
- Portails d'accès des véhicules et portes d'accès piétons, fixes de 1,80 m de haut également.

L'entrepreneur du lot 02 devra l'entretien des clôtures de chantier pendant toute la durée des travaux et jusqu'à sa dépose en fin de chantier.

La clôture est due dans toutes les phases du chantier.

L'entreprise du lot 02 devra mettre en place un dispositif de contrôle d'accès par badge pour toutes les phases et tous les corps d'état compris MOE, MOA, tous intervenants même ponctuels (création de badge), avec mise en place de l'organisation de la gestion des accès.

En cas d'utilisation d'une partie du domaine public pour la réalisation du chantier, l'entrepreneur du lot 02 fait son affaire des autorisations nécessaires, du règlement des droits en résultant, des réparations des dommages causés et de la responsabilité civile de tout accident résultant d'un défaut de signalisation ainsi que la remise en état des lieux.

Les accès du chantier seront déterminés en accord avec les services techniques municipaux et suivant les préconisations du CSPS.

L'entrepreneur du lot 02 à également à sa charge la mise en œuvre des signalisations temporaires horizontales et verticales en domaine public ainsi que leur retrait / adaptation à la fin de chaque phase.

La mise en œuvre des signalisations est due pour chaque phase et sous-phase, moyennant les adaptations requises induites par la nécessité du phasage.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage de chantier, devra être stable aux vents force 9 sur l'échelle de Beaufort (fort coup de vent). Le bureau d'études de l'entreprise devra justifier par le calcul les dispositions adoptées en termes de tenue des supports (poteaux, lisses), de fixation du bardage et de contreventement.

## Accès piétons

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Accès à l'emprise par tourniquet et badge : établi sur demande, par L'entrepreneur du lot 02 : à préciser par l'Entreprise en phase préparation

**Généralités :**

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Un badge nominatif, avec photo, sera établi avant toute intervention sur site. Ce badge permettra d'actionner le tourniquet placé à l'entrée des piétons sur le chantier.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.



## Cantonnements

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Capacité d'accueil : nombre de vestiaires : à préciser en phase préparation

Installés dans les bungalows, sur le Parking à l'Ouest du bâtiment Beaune (selon proposition sur le PIC de principe).

**Généralités :**

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows.

**\* SANITAIRES**

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16/20 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

Des cabines de toilette autonomes, comprenant WC à la turque et lave mains, seront installées en complément, à proximité des pistes de chantier, de telle sorte qu'un compagnon n'ait pas à parcourir plus de 50 mètres depuis le pied du bâtiment dans lequel il intervient. Elles feront l'objet de vidanges et nettoyages hebdomadaires.

**\* REFECTOIRES**

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

**\* VESTIAIRES**

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Ils seront chauffés et climatisés.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

## Bureaux de chantier

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Emplacement et accès: à préciser pendant la phase de préparation (selon le PIC de principe).

**Généralités :**

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, les bureaux nécessaires à la Maîtrise d'Œuvre, ainsi qu'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins un représentant de chaque entreprise, compris sous-traitants.

L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé, chauffé et climatisé.

Le matériel de communication (téléphone, écran plat, liaison internet) et de reproduction (photocopieur/scan) nécessaire au bon fonctionnement du chantier sera installé, et mis à disposition de tous les intervenants.

## Protections contre l'incendie

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Emplacement des extincteurs : à préciser

**Généralités :**

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

## Nettoyage des cantonnements

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Périodicité : quotidiennement

**Généralités :**

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

## Nettoyage du chantier

### Particularités :

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02  
Périodicité : Quotidiennement

#### Propreté des voies

Les entrepreneurs des lots 01 et 02 devront prévoir le nettoyage quotidien des boues et gravats dans les rues avoisinantes.  
En cas de non-respect de cette prescription, le nettoyage pourrait être demandé directement par le Maître d'Œuvre aux frais des entrepreneurs concernés.

Aucun arrêt de travaux qui serait imposé par les services de la voirie ou de la Préfecture de Police pour cause de nuisance ne donnera lieu à prolongation des délais.

### Généralités :

Les gravats, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Les bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En phase Gros-Œuvre, pour chacune des grues du chantier, des bennes autovid seront mises à disposition des compagnons sur les planchers en cours de coffrage.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

Chaque entreprise devra assurer le nettoyage permanent des parties et zones sur lesquelles il intervient. Dans ce sens, chaque entreprise aura la charge d'assurer régulièrement et sans attendre un état d'encrassement avancé, le balayage, le nettoyage à l'eau et l'évacuation des gravats dans les zones d'intervention et de circulation.

Dans le cas d'une défaillance de nettoyage de l'Entrepreneur, le Maître d'Œuvre se réserve après rappel, le droit de faire appel sans préavis ni injonction, à une entreprise spécialisée extérieure, à la charge de l'Entrepreneur défaillant.

## 6. Circulations piétons et véhicules

### Ouverture/fermeture du chantier

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Qui ouvre, qui ferme : A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Travaux le samedi : à préciser

Travaux le Dimanche : à préciser

Les travaux s'exécutent dans les heures normales de travail à savoir de 07h00 à 19h00.

Les travaux devront respecter la réglementation en vigueur sur les nuisances sonores et en particulier les bruits émergents.

Sous ces réserves les travaux pourront se dérouler de 6h00 à 21h00, suivant accord du Maître d'Ouvrage.

Les travaux devront respecter la réglementation en vigueur sur les nuisances sonores et en particulier les bruits émergents. Les travaux bruyants sur le chantier, d'un niveau sonore supérieur à 70 dB à 1,00 m du sol ne pourront s'effectuer qu'à partir de 8h00 et pas au-delà de 19h00. Les travaux en dehors des heures et des jours dits normaux de chantier feront l'objet d'une demande de dérogation préalable auprès du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du pilote afin d'en vérifier l'éventuel impact sur l'environnement du chantier.



## Cheminements sécurisés piétons

### Particularités :

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Cheminement entre portillon et base-vie sécurisé par : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

Cheminement entre base-vie et bâtiments sécurisé par : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

Cheminement à l'intérieur des locaux sécurisé par : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

### Généralités :

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les accès au bâtiment, en nombre limité, seront identifiés, à chaque phase de travaux, et matérialisés aux sols (tapis PVC antidérapant et imputrescible). Si nécessaire, ils seront protégés par des auvents.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau d'avertissement adéquat.

## Circulations verticales piétons

### Particularités :

Entreprise titulaire du lot 2

Sapine, pour accès : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

Escalib, pour accès : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

Escalier existant : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

### Généralités :

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 60 lux.

L'affichage permanent de l'étage sera réalisé sur chaque palier de chaque cage d'escalier ou sapine, pendant toute la durée des travaux.

La mise en œuvre des escaliers définitifs (autres que menuisés) sera réalisée à l'avancement. Les escaliers seront obligatoirement munis de main-courantes, provisoires ou définitives ; ceux d'une largeur au moins égale à 1,5 mètre en seront munis de chaque côté.

Les accès de planchers à plancher seront réalisés par le biais d'escaliers de chantier en colimaçon à sortie latérale (type Escalib), de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien. En aucun cas ces escaliers ne seront utilisés pour acheminer des matériaux.

L'utilisation d'échelles à crinoline, avant réception des travaux, ne sera autorisée qu'après vérification de leur mise en œuvre par la personne compétente de l'entreprise ayant procédé au montage.

## Ascenseurs – lifts de chantier

**Particularités :**

A la charge de l'entrepreneur du lot 02

Ascenseur de chantier : à préciser par l'entrepreneur du lot 02 en phase préparation

Date de mise en service : à préciser par l'entrepreneur du lot 02 en phase préparation

Date de dépose : à préciser par l'entrepreneur du lot 02 en phase préparation

**Généralités :**

Conformément à la recommandation R 477 de l'INRS, un dispositif d'approvisionnement dans les étages, type lift/ascenseur de chantier sera installé en façade. Cet engin sera mis en commun, et utilisable par toutes les entreprises. Il sera déposé à la mise en service des ascenseurs définitifs.

Les ascenseurs existants pourront être utilisés comme monte-matériaux pendant le chantier, sous réserve de l'installation et de l'entretien d'une protection lourde. Toutes les dégradations seront à reprendre à la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

En fonction des contraintes de planning liées au démontage du monte-matériaux, le monte-charge définitif sera mis en service et protégé pour les besoins du chantier par le lot ascenseurs à la demande du maître d'œuvre.

Les frais correspondants à cette mise à disposition des appareils, leur garantie de fonctionnement et leur entretien courant sont compris dans le marché de l'Entrepreneur du lot 02.

Les consommations d'énergie seront imputées à l'Entrepreneur du lot 02.

Les frais de remise en état par le lot ascenseurs en fin d'utilisation pour les besoins du chantier sont compris dans le marché de l'Entrepreneur du lot 02.

La continuité du roulage des charges vers les ascenseurs de chantier (conteneurs, transpalettes, etc..) sera assurée depuis l'aire de livraison jusqu'aux postes de travail via une piste au revêtement compatible avec le roulage. Des rampes et des planchers provisoires échafaudés seront installés dès que nécessaire.

Les matériaux approvisionnés ou évacués seront obligatoirement transportés dans des conteneurs roulants, ou big-bags sur chariots ou transpalettes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen prendra en compte la nature des travaux à réaliser, les spécificités de la façade, la distance à la façade, les charges (type et volume) à embarquer, les méthodes de chargement et déchargement, la hauteur à desservir, etc...

Si des balcons devaient être utilisés pour la distribution des charges en étage, ils seraient préalablement étayés.

Des panneaux fixes, ajourés ou non (tôle perforée, grillage à mailles rigide, CP, etc...) seront mis en œuvre à tous endroits nécessaires (emprise au niveau le plus bas, ouvertures sur le trajet de cabine, etc ...) pour isoler les parties en mouvement de la cabine, susceptibles de rentrer en contact accidentel avec un travailleur.

Un décaissé sera pratiqué au sol de façon à ce que l'accès depuis la plateforme se fasse de plain-pied.

La mise en œuvre de ce matériel sera vérifiée par un organisme agréé avant toute utilisation.

Un liftier assurera seul la conduite de l'engin.

Les personnels des entreprises utilisatrices seront formés à la conduite de l'engin.

## MESA

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Cages concernées : à préciser

Caractéristiques de la cabine (largeur et hauteur de l'accès, profondeur) : à préciser

Date de mise en service : à préciser

**Généralités :**

Des réunions préparatoires organisées par le CSPS permettront de vérifier l'adéquation entre les moyens utilisés et les résultats attendus.

Une convention fixera les conditions d'utilisation par les entreprises. Elle devra préciser les conditions d'intervention pour le dépannage et la désincarcération, ainsi que les conditions d'entretien des rails de portes palières.

La déclaration de conformité CE sera fournie avant mise en service, ainsi que la vérification avant mise en service telle que prévue par le Code du Travail. Le carnet d'entretien, tenu à jour, sera tenu à disposition sur site, de même que la vérification périodique annuelle.



## Accès véhicules – livraisons

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

L'accès du chantier (personnels, matériels et approvisionnement) s'effectuera par les voiries desservant le site en fonction de l'aménagement futur du chantier, du déroulement des travaux et du trafic routier environnant et des disponibilités du site.

L'entrepreneur du lot 02 sera seule responsable vis-à-vis des services de police, des services de la voirie et des tiers riverains, de tous les désordres, dégâts et dommages causés par son personnel, ou son matériel ou par l'exécution pure et simple de ses travaux.

Les frais de remise en état en découlant seront à la charge exclusive de l'entrepreneur du lot 02.

Type de portail ouvrant ; chainettes ; largeur libre : à préciser en phase préparation

Accès en marche avant,

Sortie en marche avant,

Présence de quais de déchargement ; caractéristiques : à préciser en phase préparation

Conditions de roulage des charges jusqu'aux zones de stockage : à préciser en phase préparation

Conditions de roulage des charges depuis les zones de stockage jusqu'aux postes de travail : à préciser en phase préparation

**Généralités :**

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

Sur chaque aire de livraison, un quai de déchargement de hauteur réglable ou sur deux niveaux permettant l'accrochage en sécurité des charges destinées à être déplacées par la grue sera également dû au titre de la prestation. Côté opposé au quai, une paroi fixe, avec dispositif réglable en partie supérieure, constituera le dispositif anti-chute.

La continuité du roulage des charges sera assurée depuis chaque aire de livraison jusqu'aux postes de travail (via lifts de chantier et autres). Ce roulage sera effectué sur un sol sec, ferme et sans aspérité s'opposant à un roulage fluide, d'une largeur permettant le croisement aisé des conteneurs, transpalettes, chariots, etc....

Chaque entreprise organisera ses approvisionnements du chantier, notamment :

- Les itinéraires,
- Les horaires, accès et nature des livraisons et enlèvements,
- Le déplacement d'engins de chantier pouvant provoquer une gêne pour les riverains sur les voies publiques.

Les zones de stockage matériel, matériaux et bennes à gravats seront fermés par une clôture et les accès fermés en permanence.

Lors des livraisons par des camions, au minimum un ouvrier devra assister le chauffeur dans ses manœuvres sur la voie publique, ce durant toute la période de manutention.

- Les aménagements, sécurisation et entretien des zones de stockages communes (macro-lot 2).
- Les aménagements, sécurisation et entretien des zones de stockages spécifiques (propre à chaque lot).

L'accès de chantier se fera selon le plan d'installation général de l'entrepreneur du lot 02.

L'entrepreneur du lot 02 aura à sa charge la mise en place, l'entretien durant le chantier et le repliement en fin de chantier de :

- La signalisation des accès,
- La signalisation verticale et horizontale,
- L'éclairage provisoire,
- Le nettoyage de la voirie, etc.

Les voies d'accès seront nettoyées régulièrement inclus lors des travaux de VRD pour être maintenues propres.

En fin de chantier, il sera dû la remise en état de la voirie par le lot 02.

### Places de stationnement

**Particularités :**

L'entrepreneur du lot 02 organisera :

- Les voies publiques ou privées de circulation en concertation avec la collectivité locale,
- Le stationnement pour le personnel impliqué dans les travaux

Emplacements : à préciser en phase de préparation

**Généralités :**

En aucun cas les places de stationnement ne devront empiéter sur l'aire de livraison et les zones de stockage.

### Aire de nettoyage des roues

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Emplacement : à préciser en phase préparation

Dépose prévue le : à préciser

**Généralités :**

L'aire de nettoyage sera constituée :

- d'une unité mobile de nettoyage sous-pression, raccordée au réseau d'eau et d'électricité du chantier ;
- d'une dalle béton pentée vers un caniveau collecteur ;
- d'une évacuation des eaux vers l'égout ou vers un drain.

Elle sera maintenue opérationnelle pendant toute la durée du chantier.

## 7. Stockage

### Aires de stockage - magasins

#### Particularités :

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Emplacement : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

#### Généralités :

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage désignées par la maîtrise d'Œuvre.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Aucun dépôt de matériels ou de matériaux, ni aucun atelier de chantier ne doit être établi à l'intérieur des bâtiments en construction, sauf autorisation spéciale écrite du maître d'œuvre.

Les matériels et matériaux doivent être stockés dans les zones prévues à cet effet conformément au projet d'installation de chantier.

Le maître d'œuvre et le pilote pourront, sans mise en demeure préalable, faire procéder à l'évacuation des matériels et matériaux gênant l'exécution de travaux ou encombrant les voies et circulations de chantier.

Les entreprises sont informées que, du fait du caractère précaire des mises à disposition des aires de stockages, leurs déplacements qui découleraient de l'évolution du chantier seront à la charge des entreprises concernées.

Nota : Les entreprises feront leur affaire du stockage à l'abri du vent pour les produits pulvérulents (plâtre, ciment, colles...).

L'Entrepreneur du lot 02 est tenue de prévenir le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS de l'entrée sur le chantier de toutes substances ou produits toxiques ou polluants.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;

Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

## 8. Évacuation des déchets et matériaux

### Bennes de chantier

#### Particularités :

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Emplacement : à préciser en phase de préparation (voir le PIC de principe)

#### Généralités :

L'emplacement prévu pour les bennes devra figurer aux plans d'installation de chantier.

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

L'Entrepreneur du lot 02 aura à sa charge d'organiser les stockages et l'évacuation dans les bennes des détritits et gravats de toutes natures provenant de son chantier (rappel : les bennes sont gérées au prorata par le lot 2). L'aire des bennes sera clôturée de façon à éviter tous risques d'accident par une clôture opaque de 2,50 m de hauteur.

Les déchets seront évacués soit dans des centres de stockage contrôlés, soit par des entreprises de recyclages spécialisées reconnues. Impérativement chaque fin de semaine.

Les stockages de détritits, gravats, vieux matériels ou matériaux, ailleurs que dans les bennes, sont strictement interdits.

## 9. Manutention, appro et levage

### Grues mobiles

#### Particularités :

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Date prévue pour le début de l'intervention : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

Date prévue pour la fin de l'intervention : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

Zone de déplacement : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

Volume d'évolution potentiel de la flèche, interférences : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

#### Généralités :

L'installation de grues automotrices devra être validé par le SPS et la MOEX pour que ces derniers s'assurent de l'absence de conflit avec les grues fixes.

En cas d'utilisation de grues mobiles, l'Entrepreneur du lot 02 devra se conformer à la convention de gestion des interfaces avec les grues à tour établie par le CSPS et à laquelle elle aura préalablement adhéree.

Les zones de déplacements seront présentées au CSPS, les zones de mise en station feront l'objet d'une reconnaissance préalable de la stabilité et de la portance des sols.

La mise en œuvre d'une grue mobile dans le même temps qu'une grue à tour en fonctionnement n'est pas autorisée sans la mise en place préalable, par l'entreprise introduisant la grue mobile, d'un système anticollision type CAD.42 ou similaire.

La mise en œuvre d'une grue mobile dans le même temps qu'une autre grue mobile déjà présente sur site n'est pas autorisée avant communication au CSPS de la zone de déplacement prévue.



## 10. Échafaudages

### Échafaudages de pied

#### Particularités :

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Mise en commun pour les lots : à préciser par l'entrepreneur du lot 02

Phasage, durée : à préciser

Levage associé : à préciser

Sapine d'accès : à préciser

Protection collective pendant les travaux de : à préciser

#### Généralités :

L'Entrepreneur du lot 02 prévoit tous les moyens nécessaires à l'exécution de des travaux en sécurité, y compris pour les volumes de grande hauteur.

Les échafaudages, tours, escaliers, sapines, auvents, etc... seront mis en commun pour les lots ravalement, couverture, menuiseries extérieures, métallerie....etc...

Aucune dépose ne sera réalisée tant que les protections définitives n'auront pas été mises en œuvre et validées par le poseur.

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise et/ou par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place :

- d'un treuil électrique sur monorail ou sur bras articulé, desservant des recettes, implantées selon besoins.
- d'une barrière-écluse sur recette, alimentée par charriot élévateur ;
- d'un monte-charge (type monte-fûts) avec demi planchers rabattus au passage de la cabine ;

L'accès aux plateaux sera réalisé par le biais d'une sapine.

L'enlèvement des gravois et déchets sera réalisé par le biais de goulottes, positionnées dans les sapines réparties en fonction des besoins, au droit des bennes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;
- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;
- une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafauteur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

Ils seront équipés de filets ou bâches sur toute hauteur, notamment autour des sapines de levage, de façon à constituer une protection entre toutes les parties en travaux et les tiers.

Les échelles mobiles permettant d'accéder aux premiers planchers de l'échafaudage devront être remontées en dehors des heures de travail, y compris pendant les pauses du midi. Elles devront être enchainées et cadenassées à l'échafaudage.

Le dispositif échelle/trappe d'accès aux plateaux d'échafaudage du 2° plancher sera sécurisé de la même manière.

Les échelles des autres plateaux seront relevées et les trappe fermées en dehors des heures de travail.

Des systèmes de détection et d'alarme avec caméra vidéo, seront mis en place, avec report téléphonique d'alarme, comprenant des détecteurs infrarouge, une centrale de réception, des balises de réception, des flashes et sirènes de dissuasion. La centrale devra être reliée à un prestataire agréé, qui devra dépêcher un intervenant sur site, afin de vérifier la nature de l'intrusion et de réagir de manière adaptée, selon un protocole soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage.

La vérification des échafaudages sera réalisée par autocontrôle du monteur ((formée et possédant une attestation de compétence acquise) désignée par le chef d'entreprise ou par un organisme agréé.

La maintenance sera quotidienne (y compris remplacement des éléments défectueux).

En présence de polluants (amiante, plomb), un protocole de dépollution sera présenté avant début du montage.



## 11. Protections Collectives

### EPC provisoires ou définitifs

#### Particularités :

- Bord de fouilles : A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques.

Elles seront déposées en sécurité après coulage des planchers et remblaiement des pieds de façade.

- Nez de dalles : A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle.

Elles seront déposées en sécurité.

- Baies en façades : A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Les protections seront constituées par des panneaux rigides fixés de manière sécurisée afin d'assurer la protection des ouvertures durant la phase de construction. Elles seront déposées en sécurité par l'Entreprise Générale après achèvement des travaux de second œuvre et avant la pose définitive des menuiseries, en veillant à ne causer aucun dommage aux structures adjacentes.

- Toitures-terrasses : A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques placés dans les douilles incorporées dans les relevés d'acrotère.

Elles seront déposées en sécurité.

- Charpente/couverture : A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Les protections collectives seront constituées par la mise en œuvre d'échafaudages de pied assurant le rôle de surface de recueil, compris pointes sur pignons et toutes rehausses ponctuelles.

- Filets en protections collectives : A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Mis en commun pour les lots : à préciser

Emplacement : à préciser

Durée : à préciser

Déposés par : à préciser

- Baies d'ascenseurs : A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Les protections seront constituées par des grilles de protection type Gémagrille. Ces grilles seront posées en présence du podium ou du dispositif sécurisant la trémie d'ascenseur.

Elles seront déposées en sécurité depuis le toit de cabine par l'ascensoriste.

- Incorporations dans les planchers : A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Les réservations pour traversées de planchers seront réalisées au moyen de boîtes de réservations préfabriquées sur mesure, avec capot, fond coffrant et piètement réglable. A leur ouverture, ces boîtes seront remplies de vermiculite, afin d'empêcher les chutes de plain-pied.

- Gaines techniques et désenfumage: A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle.

Elles seront déposées en sécurité.

- Tranchées

Toutes les excavations (tranchées, fouilles en puits, etc.), seront sécurisées par mise en place de garde-corps périphériques ou d'un balisage en retrait d'un mètre du bord de fouille.

Un blindage sera mis en œuvre dès que le terrain le nécessitera, et dans tous les cas au-delà d'1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur.

- Remblaiement périphérique

Dès le coulage du plancher situé au niveau du terrain entourant chaque bâtiment, le remblaiement périphérique sera effectué de façon à former une surface plane. La partie remblayée sera compactée de façon à offrir une résistance identique aux sols en place.

#### Généralités :

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Un plan « au vide » matérialisant l'implantation des protections collectives sera fourni pour chaque niveau de chaque bâtiment.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

### Protections contre le bruit

#### Particularités :

A la charge de toutes les entreprises concernées.

Emplacement : à préciser en phase préparation

Phasage, durée : à préciser

#### Généralités :

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

## 12. Spécificités complémentaires

### Curage-déconstruction

#### Particularités :

Entreprise concerné par le lot 02

Zones du chantier concernées : à préciser

#### Généralités :

Avant début des travaux, l'entreprise en charge des travaux vérifiera :

- La conformité des diagnostics plomb et amiante « avant travaux » ;
- La solidité des planchers, escaliers, etc. ;
- La consignation effective de tous les réseaux ;
- L'absence de trémies ouvertes, abouts de planchers non protégés, etc. ;
- L'absence de particules de plomb dans les poussières aux sols (lingettes et analyses d'empoussièrement).

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des MPCA repérés et identifiés par étiquette ou marquage à la bombe de peinture.

Les locaux comportant des matériaux issus de la liste A, classés en niveau 3, seront interdits d'accès aux personnels ne pouvant justifier d'une formation adéquate.

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des matériaux repérés par la pose d'étiquettes indiquant la présence de peintures au plomb.

Avant toute dépose de garde-corps existants, des protections collectives provisoires seront mises en œuvre.

En cas de dégagement de poussières ou de fumées, des extracteurs d'air THE et des gaines évacuant les poussières en suspension dans l'air vers l'extérieur seront impérativement mis en œuvre par l'entreprise en charge des travaux.

En cas de besoin, des cheminements horizontaux provisoires seront réalisés sur chaque plancher, de façon à permettre la circulation sécurisée des intervenants.



## Démolition

**Particularités :**

Entreprise concerné par le lot 02

Mesures de protection spécifiques (écrans, etc..) : à préciser

Zones du chantier concernées : à préciser

**Généralités :**

Avant toute action sur site, l'entreprise en charge des travaux s'assurera :

- Qu'elle est en possession des examens visuels réalisés après désamiantage ;
- Qu'elle est en possession de tous les retours de DICT ;
- Qu'elle est en possession des P.V. de consignations des réseaux ;
- Qu'elle est en possession du diagnostic structure réalisé par son BET (notamment en mitoyen);
- Que les bâtiments et installations sont vides de tout occupant, y compris occupants sans titre ;
- Que le renouvellement de l'air et l'éclairage des postes de travail sont suffisants.

L'entreprise en charge des travaux intégrera la présence de sous-sols dans son mode opératoire et le choix de ses matériels et équipements.

L'entreprise en charge des travaux vérifiera que tous les réseaux électricité, gaz, eau, etc., aériens comme souterrains, ont bien été consignés et déconnectés physiquement, sur l'ensemble des sols et espaces concernant l'opération.

Le mode opératoire retenu par l'entreprise en charge des travaux limitera la transmission des chocs aux constructions et terrains avoisinants.

Les méthodologies de désolidarisation des corps de bâtiments vis-à-vis des constructions mitoyennes feront l'objet d'une étude préalable à toute intervention, visée par le bureau d'études l'entreprise en charge des travaux, et présentée au Maître d'Œuvre ainsi qu'au Coordonnateur SPS.

Avant intervention sur les poteaux, poutres, planchers, l'entreprise en charge des travaux fera valider sa méthodologie par son bureau d'études. Cette méthodologie validée sera communiquée au Maître d'Œuvre ainsi qu'au CSPS, avant démarrage des travaux.

Tous les intervenants présents sur site pendant les opérations de démolition porteront un gilet jaune à bandes rétro-réfléchissantes.

L'entreprise en charge des travaux prendra toutes les dispositions pour limiter l'émission de poussières à la source (brumisation notamment), emploiera des engins avec cabines en surpression, privilégiera l'émiettement et le morcellement et mettra en œuvre tous matériels permettant d'éviter les risques (tapis de sol caoutchouc, tapis-écrans caoutchouc suspendus ou portés, écrans en tôle sur structure échafaudée, filets et bâches, etc.).

L'entreprise en charge des travaux mettra en place au moins un dispositif de brumisation, relié au réseau d'eau potable du chantier, ou alimenté par une cuve autonome.

Chaque bras de pelle mécanique sera équipé d'un dispositif d'arrosage.

En complément, des lances à eau (diamètre 40mm minimum) devront être mises en batteries pour maintenir les tas de gravais humides.

En cas de découverte de parties d'ouvrages suspectes, ou ne correspondant pas aux prévisions et hypothèses prises en compte par le bureau d'études de l'entreprise en charge des travaux, (puits, fosses, fissurations, infiltrations, affaiblissement des porteurs, etc.), le personnel à l'origine de la découverte devra immédiatement assurer la sécurité des autres intervenants, ainsi que des tiers.

L'entreprise en charge des travaux assurera la mise en sécurité du site au moment de son départ : protections collectives en place et vérifiées, sapines d'accès en fond de fouilles, etc...

L'entreprise en charge des travaux fera constater cette mise en sécurité dans un PV présenté au MOE ainsi qu'au CSPS.



## Silice

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Mesures de protection spécifiques (masques, aspiration à la source, humidification etc..) : à préciser

Zones du chantier concernées : à préciser en phase préparation

**Généralités :**

Comme pour toute activité, les principes généraux de prévention s'appliquent à l'exposition à la silice cristalline.

Depuis le 1er janvier 2021, les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail sont classés comme agent cancérigène (arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérigènes au sens du code du travail). Dès lors qu'un salarié est exposé dans le cadre de son activité professionnelle à de la silice cristalline alvéolaire, l'employeur doit désormais respecter la réglementation spécifique aux agents CMR (cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques) (articles R4412-59 à R4412-93 du Code du travail). Valeur limite d'exposition professionnelle à la silice cristalline

Article R4412-149 du Code du travail :

La concentration moyenne en silice cristalline libre des poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur pendant une journée de travail de 8 heures ne doit pas dépasser :

0,1 mg/m<sup>3</sup> pour le quartz

0,05 mg/m<sup>3</sup> pour la cristobalite et la tridymite. L'abattage des poussières est un mode de protection collective contre l'exposition aux poussières

## Banches à coffrer

**Particularités :**

Entreprise concerné par le lot 02

Parties du chantier concernées : à préciser

**Généralités :**

L'entreprise en charge des travaux utilisera de préférence des banches à compas de stabilisation. A défaut, les banches devront être en permanence :

- Soient tenues par la grue, pendant les manœuvres de déplacement ;
- Soient stabilisées par des lests adaptés.

Avant toute mise en œuvre, l'entreprise en charge des travaux vérifiera la présence et le bon fonctionnement des garde-corps et trappes d'accès.

L'accès aux plateformes de travail se fera uniquement par les échelles prévues à cet effet.

## PTE

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02.

Parties du chantier concernées : à préciser en phase préparation.

**Généralités :**

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de calepinage des PTE intégrant les singularités (balcons, loggias, corniches, porte à faux, etc.), et mettra en place un autocontrôle de l'implantation des attaches volantes et de la mise en place des PTE après chaque déplacement (voir registre de sécurité).

La personne compétente de l'entreprise procèdera à l'examen d'adéquation, l'examen de montage et d'installation, et l'examen journalier de conservation

## Gaz d'échappement

**Particularités :**

Entreprise concerné par le lot : Toutes les Entreprises

Zones du chantier concernées : à préciser

**Généralités :**

Chaque entreprise devra capter les polluants à la source, procéder à la ventilation mécanique des zones de travaux (amenée d'air frais, extraction), former et informer son personnel, et fournir les vêtements et équipements de protection individuelle appropriés.

Les engins à propulsion thermique (Mini-pelles, etc.) ne pourront être mis en œuvre qu'en l'absence d'équivalent à propulsion électrique.

Chaque entreprise devra isoler ses zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état.

**13. Secours**

## Zone de rassemblement

**Particularités :**

Entreprise concerné par le lot 02

Emplacement : à préciser en phase préparation

**Généralités :**

La zone de rassemblement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le CSPS.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

## Trousse de secours

**Particularités :**

Entreprise concerné par le lot 02

Emplacement : à préciser en phase préparation

**Généralités :**

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

## SST

**Particularités :**

Entreprise(s) titulaire(s) du lot :

Chaque lots

**Généralités :**

Les entreprises désignées assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

## Procédure d'évacuation

**Particularités :**

A la charge de l'Entrepreneur du lot 02

Personnel désigné pour accueillir les secours : à préciser par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation

**Généralités :**

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. Le CSPS, l'inspection du travail, la CRAMIF/CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

## Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

### 2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.



### 3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours minimum avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Une fois informé par l'entrepreneur, le CSPS lui proposera une date pour la réalisation de sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence d'un représentant de l'Entreprise.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

### 4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

### 5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

## 6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

## 7. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## 8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF/CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## 9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur(s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)

Partie à remplir par le CSPS

DHOL

Adresse pour accès véhicules au chantier

Contraintes horaires et livraisons

Les travaux s'exécutent dans les heures normales de travail à savoir de 07h00 à 19h00.  
Les travaux devront respecter la réglementation en vigueur sur les nuisances sonores et en particulier les bruits émergents. Sous ces réserves les travaux pourront se dérouler de 6h00 à 21h00, suivant accord du Maître d'Ouvrage.  
Les travaux devront respecter la réglementation en vigueur sur les nuisances sonores et en particulier les bruits émergents. Les travaux bruyants sur le chantier, d'un niveau sonore supérieur à 70 dB à 1,00 m du sol ne pourront s'effectuer qu'à partir de 8h00 et pas au-delà de 19h00. Les travaux en dehors des heures et des jours dits normaux de chantier feront l'objet d'une demande de dérogation préalable auprès du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du pilote afin d'en vérifier l'éventuel impact sur l'environnement du chantier.

Moyens de levage partagés disponibles

Grue mobile / lift / ascenseurs chantier à définir par l'Entreprise Générale en phase préparation.

Zones tampons de stationnement

A définir par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation et à identifié dans le PIC (dans la zone chantier)

Quais de déchargement partagés disponibles

A définir par l'Entrepreneur du lot 02 en phase préparation et à identifié dans le PIC

Contraintes particulières du site

Partie à remplir par l'entreprise

Nom de l'Entreprise	Adresse
Nom du réceptionnaire	Téléphone GSN/mail
Plage horaire de livraison	
Nom du Chef de manœuvre	Téléphone GSN/mail
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible
Nature du sol de la zone de déchargement	Engin de levage utilisé pour l'opération.
Engins de manutention disponibles pour l'opération	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération
Capacité de levage de la grue de chantier	Surface et charge utile de la recette à matériaux

## CISSCT

### Constitution du CISSCT

1. Le chantier comprenant l'intervention de plus de 10 entreprises et un volume de travaux dépassant 10.000 hommes / jour, le Maître d'Ouvrage a constitué un CISSCT.

Le Collège sera présidé par le Coordonnateur Sécurité désigné par le Maître d'Ouvrage pour la phase « réalisation » du projet.

### 2. Liste des Membres du CISSCT

Chaque entreprise occupant plus de 10 salariés pendant 4 semaines ou effectuant des travaux à risques particuliers, fera figurer, dans son PPSPS, la liste des membres du CISSCT.

### 3. Panneau d'affichage du CISSCT

La première entreprise présente sur site installera, pour les besoins du Coordonnateur Sécurité, et à l'emplacement indiqué par celui-ci, un panneau (dimensions : hauteur 0,90m, largeur 1,20 m) destiné aux affichages réglementaires du C.I.S.S.C.T.

### 4. Projet de règlement du CISSCT

Voir ci-après.



## Règlement

### Préambule : le cadre réglementaire

Le CISSCT est une institution créée par la loi du 31.12.1993 sur la coordination de la sécurité sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.

Le fonctionnement du CISSCT est défini par le décret, n° 95-543 du 4 mai 1995.

### Article 1 : constitution

Un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) est constitué, conformément à l'article L4532-10 du Code du Travail et au décret n° 95-543 du 4 mai 1995.

Le Maître d'Ouvrage informe les entreprises de la constitution du CISSCT et de l'obligation d'y participer pour les entreprises concernées. Le CISSCT cessera ses activités, sur décision du Collège, au plus tard à la réception des travaux.

### Article 2 : participation

La participation au CISSCT est obligatoire pour toutes les entreprises mandataires, co-traitantes, contractantes, co-contractantes, sous-traitantes ou travailleur indépendant intervenant sur le chantier.

La participation est obligatoire quand une entreprise occupe plus de 10 salariés pendant 4 semaines sur le chantier ou pour toute entreprise qui effectue des travaux à risques particuliers.

### Article 3 : composition

Membres ayant voix délibérative :

- Le Coordonnateur de réalisation ;
- Le Coordonnateur de conception s'il est différent de celui de la réalisation ;
- Le Maître d'Œuvre d'exécution ;
- Le chef de chaque entreprise intervenant sur le chantier, y compris sous-traitant, ou son représentant habilité à cet effet (personne possédant une délégation de pouvoirs).

Membres ayant voix consultative :

- Un salarié de chaque entreprise, effectivement employé sur le chantier, désigné par le C.S.E de son entreprise ou choisi par les membres de son équipe appelée à intervenir sur le chantier.

Pouvant assister à titre consultatif :

- Le représentant de l'inspection du travail ;
- Le représentant de la CRAMIF/CARSAT ;
- Le représentant de l'OPPBTP ;
- Les médecins du travail des entreprises.

Le Collège peut décider d'entendre toute personne compétente sur un sujet donné.

### Article 4 : missions

Les missions du Collège sont les suivantes :

- Définir des règles communes pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier ;
- Vérifier la mise en œuvre des règles prescrites par le Collège ou par le Coordonnateur ;
- Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du Collège ;
- Examiner les accidents du travail survenus sur le chantier, et plus particulièrement ceux pouvant être liés à la coordination du chantier, en vue de prendre les mesures correctives nécessaires ;
- Contrôler que le chantier dispose d'un nombre suffisant de secouristes du travail.

### Article 5 : responsabilités

L'intervention du Collège ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entrepreneurs en application des autres dispositions du Code du Travail, ni les attributions des autres institutions représentatives du personnel, compétentes en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

### Article 6 : présidence

Le Collège est présidé par le Coordonnateur de réalisation d'ouvrage, qui :

- Convoque et invite les membres et participants aux réunions ;
- Etablit les ordres du jour ;
- Préside les réunions ;
- Signe les P.V., après leur adoption par le Collège ;
- S'assure de l'application des mesures décidées par le Collège.

### Article 7 : secrétariat

Le secrétariat du Collège est assuré par le Coordonnateur, qui :

- Prépare et expédie les convocations aux membres et aux participants du Collège au moins 15 jours avant la réunion, sauf urgence. L'ordre du jour de la réunion est joint aux convocations ;
- Rédige et diffuse les P.V. des réunions, les consigne dans le registre des procès-verbaux tenu à la disposition de l'inspecteur du travail, de la CRAMIF/CARSAT et de l'OPPBTP, les conserve pendant 5 ans après la réception des travaux ;
- Transmet le règlement dès son adoption aux organismes de prévention et de contrôle ainsi que le résultat du vote émis à l'occasion de cette adoption.

#### Article 8 : décisions

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibérative.

En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

Les décisions du Collège sont immédiatement exécutoires et sauf spécifications contraires, s'appliquent à tous les intervenants sur le chantier.

#### Article 9 : réunions plénières

Le Maître de l'Ouvrage a constitué le CISSCT 21 jours avant le début des travaux.

Le Coordonnateur convoque les membres du Collège et les participants à la première réunion plénière aux fins d'adoption du règlement du collège, dès que deux entreprises au moins sont présentes sur le chantier.

#### Article 10 : réunions

Le Collège se réunit au moins tous les 3 mois, en réunion plénière ordinaire.

Des réunions restreintes (groupes de travail) peuvent se tenir, sur décision du président, pour le règlement de problèmes ponctuels. Le compte-rendu de ces réunions est communiqué avec la convocation aux réunions plénières ordinaires.

Chaque réunion est précédée ou suivie d'une inspection de chantier.

Les réunions ont lieu sur le chantier, dans un local approprié et pendant les heures du travail.

Le président doit, en cas de nécessité, provoquer une réunion extraordinaire du Collège en dehors des dates de réunions ordinaires, et notamment sur demande :

- De la majorité des représentants ayant voix délibérative ;
- Du tiers des membres représentants des salariés ;
- A la suite de tout accident ou incident ayant eu ou ayant pu avoir des conséquences graves.

#### Article 11 : ordre du jour

Les ordres du jour comprennent notamment les points suivants :

- Approbation du PV de la réunion précédente ;
- Examen de la suite à donner aux observations formulées par le Coordonnateur ;
- Suggestions et observations faites par les membres du Collège.

Les membres du Collège peuvent demander par écrit au président de porter à l'ordre du jour toute question relevant de sa compétence dans les 8 jours qui suivent la réception de la convocation.

Pour l'élaboration des statistiques accidents, chaque entreprise est tenue d'adresser au Coordonnateur SPS, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

Chaque entreprise doit faire parvenir au Coordonnateur, 15 jours avant la date de la réunion plénière, le nombre d'heures ouvrées et effectuées sur le chantier pendant le trimestre écoulé ou depuis le début de son intervention sur le site, ainsi que le nom du représentant légal et du salarié de l'entreprise qui seront présents.

#### Article 12 : budget et ressources

L'entreprise gestionnaire du compte prorata est chargée par le Collège :

- De la mise en place des séances de sensibilisation et de formation à la sécurité décidées par le Collège et de la rémunération des animateurs de prévention ;
- De faire l'avance des dépenses entraînées par les décisions du Collège Interentreprises de Sécurité et de les répartir chaque mois suivant les modalités de fonctionnement du compte prorata.

Toutefois, les dépenses relatives à des dispositions particulières n'intéressant que quelques entreprises ne seront imputées qu'aux entrepreneurs concernés ; les dépenses importantes d'intérêt général pourront être réparties différemment, suivant les décisions du Collège Interentreprises de Sécurité.

Une clause de leur marché de travaux fait obligation aux entrepreneurs d'adhérer au Collège à partir de l'ordre de service de commencer les travaux jusqu'au jour de la réception des ouvrages.

Cette même clause leur fait obligation de régler, tous les mois, les sommes qu'ils doivent à l'entreprise gestionnaire du compte prorata.

Tout manquement à ces clauses fait l'objet de la part du Maître d'Œuvre d'exécution des mesures prévues afin que le paiement des sommes dues soit assuré en priorité.

#### Article 13 : règlement des difficultés

Tout différend entre les membres du Collège fera l'objet d'une tentative de conciliation lors d'une réunion plénière ou lors d'une réunion restreinte.

Tout différend persistant à l'issue de cette conciliation sera tranché par le Maître d'Ouvrage, dont la décision sera sans appel de la part des entreprises membres.